

CRIME OU INCONSCIENCE...

L'art de tout dire à la fois n'existe pas, et il est difficile de montrer dans une courte étude, dans quelles voies dangereuses nos dirigeants du moment engagent l'économie de notre pays. Une série de crises provoquant des mouvements sociaux violents et stériles risquent d'en être la conséquence.

On n'a pas compris, ou on ne veut pas comprendre en haut lieu comme à la base, le sens profond des changements que nécessite la révolution mécanique de la production.

Jusqu'aux siècles derniers, c'est-à-dire depuis que le monde est monde, donc pendant peut-être des millions d'années, la quantité des choses créées par l'homme était inférieure à la quantité demandée pour sa consommation. Dans l'économie générale des sociétés, l'homme était certain d'écouler les produits de son travail. Seuls, des moyens de transports insuffisants, ou bien l'insécurité des voies de communication due au climat, aux saisons, aux intempéries, et surtout aux guerres, au banditisme, rendaient les échanges difficiles et le marché peu sûr. Cela est si vrai que c'est dans les périodes de paix profonde où est assurée la libre circulation des biens et des personnes que l'Histoire place les âges heureux, les âges d'or de l'humanité.

Au point de vue fondamental, qu'y a-t-il donc de changé dans notre monde économique d'aujourd'hui? Tout simplement ceci: la vitesse de production est devenue si grande dans certains domaines qu'on arrive à fabriquer, ou plutôt à pouvoir fabriquer des biens en telle abondance qu'ils n'ont, économiquement parlant, presque plus de valeur et qu'on ne peut les écouler qu'à des prix très bas.

Cela, tout le monde le sait, ou le sent; c'est tellement visible. Au cours du dernier siècle, les physiocrates ainsi que nos grands précurseurs socialistes et anarchistes l'ont établi et prévu. S'ils n'en ont pas tiré les conséquences pratiques qui aujourd'hui s'imposent dans l'immédiat, c'est qu'ils étaient loin de se douter des prestigieux progrès de la technique actuelle. Nos papes de toutes les religions, nos princes régnants, nos techniciens de la matière et de l'esprit se montrent à peu près tous, face à cette évidence, complètement aveugles. Ils n'ont de conscience et d'intelligence que pour sauver et conserver leur monde où la hiérarchie et le privilège sont rois. Et, le plus terrible, c'est que ceux qui en sont les victimes sont du même avis, partageant les mêmes erreurs.

Le paysan, par exemple qui a doublé sa production sans augmenter ses frais, n'admet pas que, s'il veut écouler sa production, il doit baisser, au moins théoriquement, ses prix de vente de moitié. Il en est de même dans le domaine de la production industrielle où l'on arrive à produire deux fois, cinq fois, dix fois, cent fois... plus vite, grâce aux méthodes connues sous le nom d'automatisation. Eh bien, là aussi, que ce soit à l'Électricité, au Gaz, à l'Eau, à la S.N.C.F., à la Mine, à la Construction, etc..., directeurs, techniciens, cadres, ouvriers, manœuvres, tous sont d'accord pour ne pas baisser les prix à la vente sans se demander si cette méthode est possible.

A peu près tous, les petits, les moyens et les gros conservent cette croyance que si on double sa production, on doit doubler son chiffre de vente, donc son chiffre d'affaires, donc son bénéfice, donc ses profits. Ils conservent cette fausse croyance en économie, comme ils conservent d'autres fausses croyances sur le terrain de la religion, du patriotisme et du nationalisme. Ils croient, parlent, pensent, raisonnent comme il y a mille ans, que dis-je? comme au temps du néandertal, de l'homme-gorille.

J'exagère, dira-t-on; mais non, voyez ce qui se passe chez nous. Grâce à de meilleures techniques de production et à des circonstances atmosphériques favorables, nous avons bénéficié de récoltes abondantes: vin, sucre, viande, beurre, etc... Les paysans producteurs n'ont pas admis que ces denrées puissent être vendues à des prix plus bas. Il y a donc eu forcément des excédents car, d'un côté, il y a des consom-

mateurs dont le pouvoir d'achat est limité, dont un grand nombre ne mangent pas à leur faim et qui, par suite, ne peuvent acheter davantage; et, d'un autre côté, ceux qui, satisfaits, n'achètent pas davantage. Qu'a-t-on fait de ces excédents? Le gouvernement, c'est-à-dire vous, moi, tout le monde, les a achetés aux paysans au prix fort et les a revendus sur le marché mondial à perte, car les prix mondiaux sont inférieurs à nos prix intérieurs. Tout le monde a su cela: la radio, la grande presse, l'ont expliqué. Et cependant, il n'y a eu ni manifestation, ni révolte; on n'a incendié aucune ambassade, on n'a vu aucun gibet s'élever pour pendre les coupables. Nos vieux de France peuvent crever l'opinion publique est parfaitement indifférente.

Aux temps troublés que nous vivons, de graves crises économiques sont à prévoir. Les événements de Belgique sont là pour le prouver. Cette même opinion publique s'en inquiète certes mais seulement dans la mesure où la situation des satisfaits, des privilégiés est menacée. Trois genres de solutions retiennent son attention.

a- La solution gaulliste, capital-travail, qui revient à ceci: rien n'est changé quant au principe capitaliste du fonctionnement des entreprises, mais les ouvriers sont associés à leur gestion et intéressés aux bénéfices sous des formes à définir.

b- La solution dite socialiste: gestion des entreprises avec la triple participation des propriétaires et des chefs, des ouvriers, et des actionnaires sous le contrôle de l'État, principal actionnaire; en réalité le système actuel des régies et des nationalisations. Les salariés sont intéressés aux bénéfices par des primes.

c- La solution coopérative sous toutes ses formes dont il est inutile ici de souligner l'importance théorique mais qui malheureusement est loin de jouer un rôle déterminant dans la production et la distribution. Là aussi, bénéfices et profits restent à la coopérative ou sont distribués aux coopérateurs sous forme de ristourne.

Aucune de ces trois solutions, ne tient compte de cette réalité qui crève les yeux: étant données les conditions modernes de la production, il n'est plus possible d'envisager la vie des entreprises comme par le passé: maintien des prix de vente au taux le plus élevé possible, partage des profits ainsi obtenus entre dirigeants actionnaires et main-d'œuvre. Ces pratiques aboutissent nécessairement non pas à une augmentation généralisée du pouvoir d'achat mais à un déplacement de ce pouvoir d'achat de la base vers le sommet.

Du haut de son optimisme de commande notre grand préposé à l'économie et aux finances, M. Baumgartner, nous dit que le volume de la consommation par tête a augmenté de 5 à 5,50% en 1960, que la part des salaires dans le revenu national est passé de 52% en 1952 à 60% en 1960, que l'augmentation des prix en 1960 a été la plus limitée depuis 1957. (Voir les journaux du 17 février 1961). Tous ces chiffres sont peut-être exacts, mais ce que ne dit pas M. Baumgartner, c'est quelles têtes ont augmenté leur consommation, quels salariés ont amélioré leur pouvoir d'achat et quels prix ont été limités. Quand la base est sacrifiée au bénéfice du sommet on fait dire tout ce qu'on veut aux moyennes et aux pourcentages.

Jean FONTAINE.
